

Le conseil du territoire PARIS TERRES D'ENVOL

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Nombre de membres en exercice : 80

Présents : 47
Excusés : 21
Absents : 12

REUNION DU 12 DECEMBRE 2022

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

L'an DEUX MILLE VINGT-ET-DEUX, le LUNDI DOUZE DECEMBRE à VINGT HEURES, le conseil de territoire, dûment convoqué le SIX DECEMBRE DEUX MILLE VINGT-ET-DEUX, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Pierre Peugeot 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de monsieur Bruno BESCHIZZA.

ETAIENT PRESENTS

M. ATTIORI Olivier, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BESCHIZZA Bruno, M. BLANCHET Stéphane, M. BORSALI Jean-Baptiste, M. CANNAROZZO Frank, M. CARRE Julien, M. CHANTRELLE Laurent, M. CHAUSSAT Jacques, M. CHAVAROC Grégory, M. CHERIGUENE Abdelouaheb, Mme COLLET Marie-Claude, M. DACHIVILLE Romain, Mme DE CARVALHO Virginie, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, Mme DUBOE Nicole, M. EL KOURADI Fouad, M. FERREIRA Lino, M. GEFFROY Philippe, M. GESELL Quentin, M. GUYON Olivier, Mme JAOUANI Amel, M. JIAR Youssef, Mme LAGARDE Aude, M. LAGARDE Jean-Christophe, Mme LAGNEAU Muriel, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. MANGIN Anthony, Mme MAROUN Séverine, M. MARQUES Paulo, Mme MEKKI Chérifa, Mme MEYER Karine, Mme MISSOUR Sabrina, M. MORIN Sébastien, M. MOULINNEUF Serge, Mme PERRON Christine, M. PRUNIER Gérard, M. RAMADIER Alain, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, Mme SAGO Aïssa, M. SIBY Oussouf, M. TURBIAN Julien, Mme VALLETON Martine, M. VAZ Micaël, Mme VERTE Monique, M. ZANGRILLI François.

EXCUSES

Mme ADLANI Farida, M. ASENSI François, M. BAILLON Jean-François, M. BELOUCHAT Rachid, Mme BENAMMOUR Mérim, Mme BOUTHORS Jacqueline, Mme BRAHIM Marwa, M. CAHENZLI Denis, Mme DA COSTA Marie-Lyne, Mme HERSEMEULE Carmen, Mme FAOUZI Hanane, M. LASTAPIS Michel, Mme LEFEVRE Bénédicte, M. MARAN Max, M. MEIGNEN Thierry, M. MIGNOT Didier, M. MILLARD Jean-Luc, Mme MOREAU Chantal, Mme PINHEIRO Amélie, M. SAULIERE Gilles, Mme YERRO Georges-Marie,

AYANT DONNE POUVOIR A

Mme VALLETON Martine, Mme DE CARVALHO Virginie, M. FERREIRA Lino, M. SIBY Oussouf, M. CHANTRELLE Laurent, Mme LAGNEAU Muriel, M. PRUNIER Gérard, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. BORSALI Jean-Baptiste, M. CARRE Julien, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. LAGARDE Jean-Christophe, M. VAZ Micaël, M. JIAR Youssef, Mme MEYER Karine, M. GUYON Olivier, Mme LAGARDE Aude, M. RAMADIER Alain, M. CHAUSSAT Jacques, M. MANGIN Anthony, M. DACHIVILLE Romain,

ABSENTS

Mme ABDELLAOUI Leïla, M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUR Patricia, M. DESRUMAUX Denis, M. HAN Bo, Mme KHATIM Karima, M. LAPORTE Pierre, Mme LEMARCHAND Brigitte, Mme MABCHOUR Najet, Mme MENDES Odette, M. RANQUET Jean-Philippe, Mme YOUSSEF Mélissa.

SECRETAIRE DE SEANCE

M. Grégory CHAVAROC

DELIBERATION N°171 – URBANISME – APPROBATION DE LA MODIFICATION N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DU BOURGET

Le conseil de territoire,

Après avoir entendu l'exposé de monsieur Jean-Baptiste BORSALI,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 5219-5 ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 153-24, L 153-25, L 153-36 et suivants et R 153-20 et R 153-21 ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L 123-1 à L 123-19 et R 123-1 à R 123-46 ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;

Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et création, dans le périmètre de la Métropole du Grand Paris, au 1er janvier 2016, des établissements publics de coopération intercommunale dénommés établissements publics territoriaux (EPT) et qui prévoit que ces derniers sont compétents en matière de PLU ;

Vu l'ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre 1er du code de l'urbanisme et le décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre 1er du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme ;

Vu la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN)

Vu le décret n°2015-1212 du 30 septembre 2015 constatant le périmètre, fixant le siège et désignant le comptable public de la Métropole du Grand Paris ;

Vu le décret n° 2015-1660 du 11 décembre 2015 relatif à la Métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Aulnay-sous-Bois ;

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20221212-171-12-12-2022-DE
Date de télétransmission : 29/12/2022
Date de réception préfecture : 29/12/2022

Vu le PLU du Bourget approuvé par la délibération n°31 du conseil de territoire de l'EPT Paris Terres d'Envol du 10 avril 2017 et qui a fait l'objet de la mise à jour n°1 par l'arrêté n°2017/323 du 29 décembre 2017, de la modification simplifiée n°1 par la délibération n°69 du 9 juillet 2018, de la mise à jour n°2 par l'arrêté n°2019/014 du 2 avril 2019, de la modification simplifiée n°2 par la délibération n°137 du 7 décembre 2020, des mises à jour n°3 par l'arrêté n°2021/007 du 9 juin 2021 et n°4 par l'arrêté n°2021/009 du 28 juillet 2021, et de la modification simplifiée n°3 par la délibération N°156 du 13 décembre 2021 ;

Vu l'arrêté n°2022/013 du 6 juillet 2022 du Président de l'EPT Paris Terres d'Envol abrogeant l'arrêté n°2022/012 et portant engagement de la procédure de modification de droit commun n°1 du PLU de la commune du Bourget ;

Vu la décision de la Mission Régionale de l'Autorité environnementale (MRAe) n°DKIF-2022-128 du 11 août 2022 dispensant d'évaluation environnementale la modification n°1 du plan local d'urbanisme du Bourget (93) après examen au cas par cas ;

Vu la décision n°E22000015/93 en date du 8 août 2022 du tribunal administratif de Montreuil désignant monsieur Michel Gauthier en qualité de commissaire enquêteur ;

Vu la notification du dossier de modification n°1 du PLU du Bourget le 31 août 2022 aux personnes publiques associées (PPA) visées par les articles L 132-7 et L132-9 du code de l'urbanisme et au Maire du Bourget ;

Vu l'arrêté n°2022/020 du 1er septembre 2022 de Monsieur le Président de l'EPT Paris Terres d'Envol prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative à la modification de droit commun n°1 du PLU ;

Vu l'avis de la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de Seine-Saint-Denis reçu le 15 septembre 2022 ;

Vu l'avis de la ville de Dugny reçu le 16 septembre 2022 ;

Vu l'avis du SEDIF reçu le 21 septembre 2022 ;

Vu l'avis de la Chambre d'Agriculture de la Région Ile-de-France reçu le 26 septembre 2022 ;

Vu l'avis de la Société du Grand Paris reçu le 28 septembre 2022 ;

Vu l'avis de la Commission locale de l'eau du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de Croult-Enghien-Vieille Mer reçu le 12 octobre 2022 ;

Vu l'avis du Préfet de la Seine-Saint-Denis reçu le 21 octobre 2022 ;

Vu le dossier d'enquête publique ;

Vu les observations du public formulées lors de l'enquête publique ;

Vu le rapport, les conclusions motivées et l'avis du commissaire enquêteur émettant un avis favorable sans réserve ;

Vu la note en réponse aux avis des personnes publiques associées, aux observations du public et aux conclusions et avis du commissaire enquêteur, précisant les ajustements apportés au projet de modification du PLU après enquête publique et soumis à approbation ci-annexée ;

Vu le dossier de modification ci-annexé.

Considérant la nécessité d'intensifier ponctuellement la constructibilité en zone centrale et de pérenniser le caractère apaisé des zones à dominante pavillonnaire ;

Considérant que l'application du PLU depuis son approbation a fait apparaître le besoin d'améliorer certaines règles et leur lisibilité ;

Considérant le besoin d'actualiser les annexes du PLU ;

Considérant la nécessité d'apporter des corrections matérielles notamment afin de prendre en compte les précédentes évolutions du PLU ;

Considérant la nécessité de modifier le règlement et le plan de zonage pour permettre ces adaptations ;

Considérant que les modifications apportées relèvent de la procédure de modification de droit commun telle que codifiée dans le code de l'urbanisme ;

Considérant qu'à l'issue de la mise à enquête publique du dossier de modification n°1 du PLU du Bourget, qui s'est déroulée du lundi 26 septembre 2022 au mercredi 26 octobre 2022 inclus, il a été recueilli 4 observations uniquement sur le registre papier en mairie du Bourget ;

Considérant que les évolutions apportées au dossier à la suite de la consultation des Personnes publiques associées, les remarques formulées lors de l'enquête publique et le rapport du commissaire enquêteur ne bouleversent pas l'économie générale du PLU du Bourget et qu'elles entrent dans le champ d'application de la procédure de modification conformément à l'article L 153-41 et suivants du Code de l'Urbanisme ;

Après en avoir délibéré :

- **Approuve** la modification n°1 du plan local d'urbanisme du Bourget
- **Précise** que le dossier de modification n°1 du Plan local d'urbanisme du Bourget tel qu'approuvé par le conseil de territoire, sera tenu à la disposition du public en Mairie du Bourget (Service urbanisme - 65 avenue de la Division Leclerc, 93350 Le Bourget) ainsi qu'au siège administratif de l'établissement public territorial Paris Terres d'Envol situé 50 allée des impressionnistes – 93420 Villepinte, aux heures d'ouverture au public et sur son site internet <https://www.paristerresdenvol.fr>.
- **Précise** qu'une copie du rapport et des conclusions du Commissaire Enquêteur sera tenue à la disposition du public à la Préfecture de Seine-Saint-Denis, au siège administratif de Paris Terres d'Envol - 50 allée des impressionnistes – 93420 Villepinte, sur son site internet (<https://www.paristerresdenvol.fr>) ainsi qu'en Mairie du Bourget (Service urbanisme - 65 avenue de la Division Leclerc, 93350 Le Bourget) aux jours et heures habituels d'ouverture et sur le site internet de la ville (<https://www.le-bourget.fr>) pendant un délai d'un an, à compter de la clôture de l'enquête publique. Il en sera de même sur le site dédié <http://modification1-plu-bourget.enquetepublique.net>.

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20221212-171-12-12-2022-DE
Date de télétransmission : 29/12/2022
Date de réception préfecture : 29/12/2022

- **Précise** que, conformément aux dispositions prévues aux articles R 153-20 et R 153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège de l'EPT Paris Terres d'Envol et en Mairie du Bourget pour une durée de 1 mois et que mention de cet affichage sera inséré en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.
- **Précise** que la présente délibération sera publiée au registre des actes administratifs de l'EPT Paris Terres d'Envol.
- **Précise** que le PLU modifié sera exécutoire dans le délai d'un mois suivant sa réception par le Préfet si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au contenu du PLU, ou dans le cas contraire à compter de la prise en compte de ces modifications.
- **Précise** que la présente délibération sera transmise à :
 - Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis,
 - Monsieur le Maire du Bourget

Adopté à l'unanimité

(67 voix pour, 1 abstention : M. BELOUCHAT)

 Le Président
Bruno BESCHIZZA